



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Sales-temps>

La Relève de la Grande Relève

Sales temps

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1085 - mars 2008 -

Date de mise en ligne : lundi 31 mars 2008

Description :

Marie-Louise Duboin passe en revue toute une série d'évènements ou de révélations récentes, dont la convergence montre la faillite de l'idéologie qui domine encore le monde, tout en offrant des arguments à ceux qui veulent agir pour "inventer le socialisme du XXIème siècle".

Et elle lance un appel pour que la relève de La Grande Relève soit l'occasion d'un renouveau.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Quel que soit le niveau d'où on l'observe, on constate une accélération de l'Histoire : un brutal changement, un tournant est en train de s'opérer dans le monde, et pas seulement dans le climat. Comme il y a d'énormes risques que ce soit pour le pire, il est urgent d'agir au maximum afin que ce soit pour le meilleur. Or le plus grand danger, peut-être, est que la grande majorité des habitants de cette planète laissent faire, acceptant qu'« on n'y peut rien ! », « il n'y a pas d'alternative ».

Bien sûr, tout le monde, individuellement, se sent a priori impuissant devant les rouages du système financier, les changements climatiques, l'intérêt des multinationales ou la politique menée par des institutions internationales qu'on imaginait démocratiques.

Mais quand convergent, comme en ce moment, leurs effets nocifs, c'est l'occasion de comprendre qu'étant le fruit de volontés humaines, liées par une idéologie, elles peuvent être contrées par l'association d'autres volontés humaines, unies cette fois par le souci de donner la priorité aux Droits de l'Homme et de son environnement.

Alors faisons une sorte d'inventaire, pas seulement des menaces, mais aussi des moyens de comprendre, des raisons d'espérer, et des associations au sein desquelles il est possible d'agir.

Un échafaudage qui vascille

Le système financier actuel s'est bâti sur la licence laissée à quelques banquiers d'ouvrir, par de simples jeux d'écriture dans leurs livres, des crédits excédant très largement leurs fonds propres, constitués de l'argent qui leur est confié. Depuis moins de trois décennies, en vertu de décisions dites "libérales", ce pouvoir a véritablement explosé, sans que les élus n'en aient cure. Or c'est sur la confiance du public, même si elle est due à son ignorance, qu'est construit ce système dont le seul objectif est de faire "fructifier" les capitaux qu'il gère. L'histoire témoigne pourtant de nombreuses crises au cours desquelles le public a eu des raisons visibles de douter, mais jusqu'ici le système s'en est toujours tiré, avec l'aide des gouvernements, ceux-ci étant plus ou moins conscients des conséquences sociales et à long terme des mesures qu'ils prenaient. Mais pareille impunité a renforcé l'assurance du système, et la masse de capitaux ainsi gérée a continué à grossir, incitant ses gestionnaires à l'euphorie.

Et cette euphorie s'est transformée en ivresse. Le système monétaire mondial étant organisé de façon autonome, indépendante de tout pouvoir politique (hormis celui des États-Unis), n'ayant à obéir à aucune autre loi que celles qu'il se donne dans son intérêt, se sentant donc tout permis, il a fait preuve d'une formidable "créativité" et inventé une multitude de combinaisons, souvent très sophistiquées, faisant appel à des spécialistes extrêmement pointus, capables de manipuler dans le plus grand secret une véritable science des probabilités, à seule fin de pouvoir tirer profit ... des risques qu'ils prenaient ! Car, comble d'ingéniosité, ils ont imaginé des processus qui leur permettent de revendre, et encore à profit, les risques qu'ils ont pris de façon totalement irresponsable.

La fragilité d'un tel échafaudage vient de se manifester, et de multiples façons.

D'abord au niveau du marché interbancaire : les banques, perdant confiance entre elles, ont refusé de se prêter mutuellement. Alors elles ont appelé la Banque centrale à leur secours. Et la Fed a baissé et encore baissé ses taux pour relancer le crédit.

Mais le doute ainsi semé, s'est propagé : en effet, comment savoir à quelle institution on pouvait encore faire confiance ?

Une récession annoncée

Depuis qu'il n'existe plus de frontière dans le monde des capitaux, on sait la facilité avec laquelle s'y font les transactions. On se doute bien que toutes les banques ont été plus ou moins tentées d'acheter ces titres liés à l'immobilier américain prospère, qui se transforment en bombes à retardement au fur et à mesure de sa déconfiture. C'est donc un frein puissant au crédit, et dans le monde entier. Et comme on sait que les entreprises capitalistes ont besoin des investissements, c'est un frein pour toute l'économie.

Donc, tôt ou tard, et contrairement à toutes les affirmations rassurantes pour qu'on n'y prenne pas garde, les conséquences de cette affaire dite des subprimes vont se répandre. Même si les autres Banques centrales n'ont pas hésité à venir au secours de grosses banques en difficulté. Même si, après que la Banque d'Angleterre ait mis 25 milliards de Livres (33,4 milliards d'euros) pour voler au secours de la banque Northern Rock menacée de faillite, le Premier ministre anglais a affirmé que la nationalisation de celle-ci, opérée en urgence, ne sera que provisoire. Même si le "don" des contribuables allemands à la banque IKB pour compenser ses pertes n'est "que" de 1,5 milliard d'euros. Même si on ignore le rôle des réassureurs américains dont on vient d'annoncer la faillite. Et même si la Société générale dépense quelques millions d'euros en publicité dans les quotidiens pour rassurer ses clients.

La presse en général ne fait encore que timidement allusion à la récession qui commence aux États-Unis, on expliquera, quand elle arrivera ici, qu'on n'y pouvait rien.

Des conséquences mondiales

La Banque centrale des États-Unis, la Fed, avait déjà été amenée à baisser ses taux, en 2000-2001, pour empêcher que la faillite spectaculaire de deux grosses entreprises, Enron et Worldcom, ne s'étende à d'autres entreprises privées qui s'étaient trop endettées : elles ont pu ainsi purger leurs dettes à moindres frais.

Mais il faut en voir les conséquences au plan mondial : cette baisse des taux a fait bondir la consommation intérieure américaine, faisant appel à l'importation de produits chinois. Ce qui a permis à la Chine d'atteindre un taux de croissance proche de 10%, et par conséquent ses besoins en combustibles et en matières premières ont augmenté au même rythme, ce qui a fait monter le prix de ces produits sur le marché mondial. Depuis 2003, on constate une forte hausse, non seulement du pétrole, mais aussi d'autres matières premières et de certains produits agricoles (voir plus loin le paragraphe sur l'agriculture dévoyée).

La conséquence est énorme. Parce que c'est une formidable aubaine pour les économies du Sud productrices de ces produits en hausse : le Brésil, le Pérou, le Venezuela, la Colombie, le Chili ont bénéficié largement de la montée des prix de leurs exportations.

Au plan financier, c'est un retournement de situation complet, parce que les réserves de change de ces pays exportateurs ont ainsi tellement augmenté que les pays en développement (PED) disposent du double des réserves de change détenus par les pays industrialisés.

C'est "une catastrophe" pour le FMI : plusieurs pays asiatiques, le Brésil, l'Argentine, le Mexique et l'Uruguay lui ont remboursé leurs dettes et les pays en développement ne font plus appel à lui. C'est la fin du "consensus de Washington" puisque le FMI ne peut plus leur imposer sa loi ! Et la Banque mondiale est obligée de constater que les PED exportent maintenant des capitaux vers le reste du monde, vers les États-Unis en particulier ! Effectivement, les PED prêtent de l'argent aux pays du Nord : ils détiennent plusieurs centaines de milliards de dollars de bons du

Trésor américain.

Autre aspect de ce retournement, des actions de banques que les subprimes ont mises en difficulté ont été rachetées par des fonds chinois dits "souverains", c'est-à-dire par des institutions nationales...

Mais comment sera négocié ce tournant de l'économie mondiale ? Mystère, car rien n'est joué.

Autres pratiques scandaleuses

D'autres scandales viennent d'apparaître, qui sont tout aussi significatifs :

Le 24 janvier, on apprend que le trader qui a fait perdre 4,9 milliards d'euros à la Société générale (SG), jouait sur les marchés avec la bagatelle de 50 milliards. Et soit disant sans que la banque dont il était l'employé puisse s'en apercevoir... alors que, pourtant, l'hebdomadaire "Économie matin" remarquait, début février, que l'un des administrateurs de la SG avait vendu pour près de 150 millions d'euros d'actions juste avant la révélation de la perte de la SG qui allait voir la chute de ces actions en Bourse... Les montants des "bonus" que touchent des milliers de traders sont alors révélés : ce Jérôme Kerviel devait recevoir 300.000 euros en 2007, en récompense de ses performances et en plus de son salaire. Mais on nous montre que, parce qu'il est jeune, c'est peu en comparaison des bonus de plus d'un million d'euros que touchent chacun, à Paris, 1.000 à 1.500 autres traders, et que c'est même dérisoire à côté des 8,3 milliards (et non plus millions) que la banque américaine Goldman Sachs a donné à ses traders en 2007, en plus de leurs salaires, pour démontrer à quel point elle est satisfaite de leurs services.

Le grand public a donc une nouvelle occasion de découvrir l'existence de ce monde des traders, de leur métier et de leurs revenus, s'il ne l'avait pas fait en 1994 à propos d'un autre trader, responsable de la perte de 1,4 milliards de dollars qui avait conduit sa banque, la Barings, à la faillite.

Mais c'est ce système et ce commerce des banques, et non pas ses employés, qu'il faut contester, il n'est pas tolérable que de telles fortunes se montent et grossissent de cette façon occulte et totalement injustifiée, grâce aux capitaux qui leur sont confiés, qu'elles font grossir par des moyens artificiels et secrets, alors que l'économie ne fonctionne que par leur intermédiaire.

Des paradis pour les fraudeurs

Le 15 février, c'est la fraude par l'intermédiaire des paradis fiscaux qui est découverte : des centaines d'Allemands « dont les revenus sont dans le haut de l'échelle », et parmi eux le Président de la Poste allemande et son frère, ont détourné 5 milliards d'euros au fisc en les plaçant au Liechtenstein.

Le 25, ce scandale prend une dimension internationale : depuis des années, de nombreux riches contribuables et pas seulement des Allemands, et exerçant toutes sortes de professions et pas seulement en Allemagne, contournaient les lois fiscales grâce au secret bancaire : leurs banques les aidaient à soustraire des milliards d'euros au fisc de leurs pays en les faisant passer dans une filiale située dans un de ces paradis fiscaux que sont là, tout près en Europe, outre le Liechtenstein, Monaco, les Iles Anglo-normandes, Andorre, Malte (un des Vingt-sept membres de l'UE... !!), Gibraltar ou la Suisse.

On va peu à peu découvrir l'ampleur de la fraude.

La façon dont ces fraudes ont été dévoilées est intéressante : selon un journaliste du Monde, les données bancaires auraient été achetées 4 ou 5 millions d'euros à un informateur par les services secrets allemands. Le ministre français du Budget aurait été informé du nom des 200 Français concernés, mais il a fallu que deux députés, le président de la commission des finances de l'Assemblée et le rapporteur général, écrivent à ce ministre pour être mis au courant, un autre député a du demander que le Procureur de la République soit saisi et qu'un juge d'instruction indépendant soit désigné pour faire la lumière sur cette affaire. Il faudra observer comment sera traité l'informateur, car on pense à l'auteur du livre Révélations, D.Robert, à propos des caisses de compensation, comme Clearstream, sises au Luxembourg. Bref, il sera édifiant de suivre ce que tenteront, au moins en apparence, de faire les gouvernements des pays concernés pour que cessent ces activités, et surtout regarder ce à quoi ils parviendront, sachant que, malgré des années de négociations, l'UE n'a toujours pas réussi à lever le secret bancaire en son sein. Mais on peut parier qu'une loi aussi simple que celle qui consisterait à décider que toute transaction financière avec ces paradis fiscaux est illégale, ne sera même pas proposée.

C'est donc partout dans le monde que le système bancaire permet des détournements de sommes énormes. Alors si votre voisin se plaît à dénigrer quelque tricheur au RMI, qui vivrait sinon grassement, en tout cas, selon lui, indûment de la générosité des lois de notre État-Providence, rappelez-lui que les vices du système financier mènent à des fraudes d'une tout autre envergure.

Et en France, outre les coupables de cette fraude par paradis fiscaux interposés, vous ne manquez pas "d'affaires" à citer.

La dernière en date est peut-être celle du Délégué général du MEDEF : lorsqu'il était président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM), le plus grand des syndicats patronaux, Denis Gautier-Sauvagnac (DG-S) s'est rendu coupable d'abus de confiance en organisant le retrait en liquide, donc en douce, d'environ 19 millions d'euros. À quoi ont servi ces sommes ? DG-S est évasif, financement de syndicats et de partis politiques, c'était l'habitude, paraît-il... Les enquêteurs n'ont qu'à chercher. Le mystère demeure encore. Mais on vient d'apprendre par l'hebdomadaire Marianne que l'UIMM, sans doute pour le remercier de ses bons et loyaux services, lui a versé une indemnité de départ de 1,5 million d'euros, ce qui est un petit peu plus que le RMI. Mais ce n'est pas tout, car selon cet hebdomadaire, l'UIMM se serait également engagée à payer à la place de DG-S ses éventuelles condamnations à la suite de la procédure judiciaire qui est en cours. Selon Marianne cet accord stupéfiant aurait été « partiellement dissimulé à des membres du bureau de l'UIMM. Et selon cette dernière, ce second accord ne concernerait « que les éventuelles conséquences fiscales » pour DG-S, ce qui vaut approbation de sa conduite. D'ailleurs, ce malheureux, qu'on n'accuse pas d'abuser de l'État-Providence, continue de percevoir un salaire de seulement 20.000 euros par mois.

Tous les employés menacés par la fermeture de leur entreprise, qui est pourtant prospère, comme Mitral ou Airbus et comme tant d'autres, ont-ils seulement une idée de ce que représentent pareilles sommes ?

Encore un voile qui se soulève

Toutes ces causes d'inégalités et d'abus ne sont trop souvent sensibles qu'à ceux qu'elles touchent directement. Une révélation du Figaro du 27 février, dans ses pages "Économie", pourrait faire réfléchir un public plus large, car elle porte sur une entente frauduleuse entre les fournisseurs de produits d'entretien. Ces neuf grands groupes de fabricants, dont par exemple Unilever (marques Cif, Signal, Dove, etc.), Johnson (marques K2R, Pliz, Brise, etc.), ColgatePalmolive (Ajax, La Croix), se seraient organisés, en infraction à la sacro-sainte loi sur la concurrence, pour

se mettre d'accord sur leurs prix de vente. L'un d'eux a raconté aux enquêteurs, et c'était en décembre 2005, qu'avec ses concurrents ils ont pris l'habitude de se téléphoner régulièrement en secret, de mettre en commun leurs études de marché, de partager leurs informations commerciales, dont les demandes des grands distributeurs de leur faire payer les réductions de prix qu'une loi avait tenté d'obtenir d'eux.

Un groupe américain aurait de même avoué une entente portant sur les produits de soins corporels.

Alors que les grands politiciens et les plus doctes économistes, replayés par tant de médias, n'ont de cesse d'affirmer qu'il n'y a pas mieux que la concurrence, le principe-même du marché, pour assurer la plus juste répartition des richesses. Au point d'en avoir fait la base du traité fondateur de l'Europe.

Cette révélation apparaît pourtant comme un camouflet pour les tenants du libéralisme !

Comment la concurrence "libre et non faussée" qu'on nous vante tant, pourrait-elle être garantie, avec tous les moyens qui existent pour s'entendre, et alors que le mot d'ordre suprême est le profit ?

Le comble apparaît quand on lit la suite de l'enquête du Figaro : cela fait trois ans que ces ententes secrètes sont soupçonnées, puis avouées, et que des dénonciations s'accumulent. Les enquêtes seraient enfin "quasiment bouclées". Mais il faut voir les procédures ! Par exemple, si une entreprise dénonce des pratiques anticoncurrentielles auxquelles elle a participé, elle peut obtenir du Conseil de la Concurrence une exonération totale de la sanction encourue !

Ajoutons brièvement que l'association UFC-Que choisir s'apprêterait à « jeter un autre pavé dans la mare » début avril, en rendant publique son étude sur la corrélation entre les prix et les structures de concurrence dans certaines zones. Son directeur des études donne l'exemple d'Antibes où deux enseignes se sont partagé la clientèle : au nord, c'est Carrefour qui a le monopole, avec son super marché et ses deux "discounters" ED, et au sud le monopole est revenu à Casino. C'est ce qu'on appelle et qu'on vante sous le terme de "libre entreprise" !!

En fait, on n'est libre que lorsqu'on est gros, après avoir "bouffé" tous les petits. Voilà ce qu'est la justice immanente du marché.

Terres agricoles détournées

Autre tournant de l'histoire, le dévoiement subi par l'agriculture.

La diminution inévitable, et prévisible pour bientôt, des réserves de pétrole était déjà la cause, plus ou moins avouée, de bien des guerres et autres conflits.

Les multinationales de l'industrie agricole y voient maintenant une aubaine : celle de faire fortune en transformant des cultures vivrières en cultures de plantes qu'elles ont entrepris de transformer en agrocarburants (voir à ce sujet l'excellente analyse de Dominique Guillet dans GR 1080). Peut-être se trompent-elles en croyant qu'une telle entreprise sera rentable, même au point de vue énergétique. Mais de toute façon, la conséquence est déjà manifeste au niveau des prix des matières premières, agricoles en particulier : ils ont fait des bonds considérables, 40% en moyenne, privant d'abord les populations les plus pauvres.

On peut discuter indéfiniment des revenus que prélève la foule des intermédiaires (et sans oublier qu'ils n'ont pas d'autres moyens pour vivre : imaginez quel serait le taux de chômage dans le monde si le commerce mondial se passait de la moitié seulement d'entre eux !), il reste qu'aucun argument ne peut justifier ce transfert de l'utilisation des terrains agricoles quand 845 millions de terriens souffrent déjà de malnutrition.

Installation de Big Brother

Ne revenons pas encore sur le fait que l'Europe est fabriquée sans les peuples et dans l'intérêt des entreprises, lesquelles ne sont pas philanthropiques. Nos lecteurs l'ont compris. Ce qu'il faut voir aussi, c'est qu'à suivre le modèle américain, nos responsables sont en train d'installer Big Brother. Si vous souhaitez faire une visite aux États-Unis, vous allez vite comprendre, en voyant les formalités exigées, ce que c'est que d'être fiché. Tout étranger y est considéré, a priori, comme suspect.

Même tendance en Europe. Déjà, le Royaume-Uni est couvert de caméras et vous ne pouvez pas vous déplacer dans Londres sans être suivi par des caméras. Plusieurs municipalités en France comptent suivre cet exemple.

En Allemagne, il a fallu que la Cour Constitutionnelle intervienne pour rappeler que la Déclaration des Droits de l'Homme s'impose et mettre ainsi un frein au souhait de la police d'espionner les ordinateurs de toute personne qu'elle soupçonne de terrorisme. En France, inutile de rappeler les moyens modernes dont l'ancien ministre de l'Intérieur a doté sa police, mais la nouveauté est que l'actuelle ministre de l'Intérieur prépare un projet de la même eau que son homologue allemand : elle a annoncé le 14 février des mesures présentées comme étant destinées à la lutte contre la cybercriminalité. Y a-t-il, au moins, encore des garde-fous ?

On peut toujours invoquer la peur d'attentats terroristes pour justifier ces entraves à la liberté. Mais on ne peut pas soutenir, comme le dit Ingrid Betancourt, que « la violence met fin à la violence »...

Or on vient d'apprendre qu'il avait été décidé de renforcer les forces armées françaises en Afghanistan, où les talibans sont revenus en force malgré toutes les interventions militaires déjà déployées ...

Anticonstitutionnellement

Ce renversement de la politique extérieure de la France, ajoute aux inquiétudes qu'on peut éprouver face à la politique intérieure. Il y a moins d'un an, c'est l'art de la "com" qui a ébloui une majorité d'électeurs, et les a incités à faire confiance à un candidat qui, pourtant, ne cachait pas son admiration pour G.W.Bush, malgré ce qui se passait sous l'administration de ce dernier, depuis des années, à Guantanamo par exemple, ce qui était pourtant édifiant.

Il semble que, non seulement le comportement et les manières, mais surtout les abus que commet à répétition Nicolas I, ouvrent maintenant les yeux du grand public. Celui-ci était déjà plus ou moins conscient d'assister à la démolition des services publics. Il est maintenant stupéfait par toutes ces décisions arbitraires, qui fusent dans tous les sens, sans concertation, sans réflexion préalable, et qui ont déjà si souvent abouti à des fiascos.

Pas un citoyen ne peut excuser la conduite d'un Président de la République française quand il va jusqu'à mépriser la Constitution, dont il s'est engagé à être le garant : et il vient de chercher, ouvertement, comment passer outre à une décision du Conseil Constitutionnel ! Là encore les arguments invoqués devraient faire réfléchir (voir ci-contre).

Alors que les contorsions verbales auxquelles se prêtent les ministres pour soutenir un despote qui, d'ailleurs, n'a cure de les humilier, sont un triste spectacle, mais qui ne fait qu'augmenter le discrédit des politiciens... et confirmer l'impuissance des élus à faire respecter les principes républicains.

Il est un autre aspect de la conduite actuelle du Président de la France qui est dangereuse, c'est ce qu'il prépare en tant que Président de l'Union Européenne. Son attitude ayant déjà sérieusement indisposé ses "homologues, Angela Merkel en particulier, il y a des chances pour que la méthode qu'il tentera d'appliquer à l'Europe après le 1er juin ne leur plaise guère. Ils risquent fort de la ressentir comme une manifestation de mépris et de despotisme vis à vis d'eux et de ne pas réagir de la même façon que "ses" ministres. Même si le traité dit simplifié est bien passé, pour d'autres raisons, quelles seront les conséquences de son comportement au sein de la prétendue "union" européenne ?

Les municipales, une échéance ?

Il semble que les électeurs français auraient l'intention d'exprimer leur déception par leurs votes aux municipales, et le PS espère en profiter pour conquérir ou reprendre de nombreuses municipalités, dont de très grandes villes...

Malheureusement, ce parti qui se dit socialiste a été vu à l'oeuvre et il a, lui aussi, déçu. Il est manifeste, désormais, qu'il est incapable de proposer un véritable "projet de civilisation" : outre qu'il est miné par l'ambition de trop de ses dirigeants, il est évident que cette "gauche caviar" a évolué vers une droite molle depuis qu'après 1983 les grands élans des discours miterrandiens n'ont plus fait illusion. Le PS professe maintenant que le libéralisme du marché a définitivement vaincu, que c'est un fait accompli, incontournable, universel et définitif. Et il s'en accommode sans état d'âme, comme le prouvent toutes les mesures antisociales qu'il a prises ou qu'il a laissé faire en un quart de siècle et qu'on ne saurait énumérer, depuis les privatisations et les délocalisations, jusqu'au démantèlement du système de retraites par répartition et du "service public". Il n'y est plus question, par exemple, de dénoncer la cause de la détresse des jeunes "des banlieues", mais de la masquer ou de la réprimer. Bref, le PS vient d'achever de se discréditer en acceptant que Sarkozy fasse passer un traité, que même Giscard d'Estaing reconnaissait semblable à celui que le peuple français avait nettement rejeté par référendum.

Qu'y faire ?

À ne penser qu'à ses propres difficultés, ses soucis personnels ou familiaux, sa lassitude face à des conditions de travail qui se dégradent, à ne voir que les problèmes locaux, il est tentant de désespérer. Ou, bien pire, d'en rendre responsables les "étrangers", les "paresseux" ou les "resquilleurs" : ces "rmistes et sans papiers qui trichent", ces immigrés qui viennent « profiter de nos lois sociales », ces fonctionnaires qui sont « grassement payés à ne rien faire », l'État qui met nos impôts « dans sa poche », ces jeunes de banlieue qui ne sont que des "racailles » et graines de violence, qui justifient qu'on prenne n'importe quelle mesure pour "assurer la sécurité", ces pauvres qui n'ont qu'à chercher du travail, ces privilégiés qui ont des retraites bien trop élevées alors qu'ils ne les ont pas méritées, etc, etc.

C'est en élargissant son point de vue qu'on arrive à comprendre que diviser pour régner est une vieille pratique. Et qu'on découvre que l'union fait la force.

Parce qu'on s'aperçoit alors que les autres aussi ont leurs problèmes, qu'ils rencontrent aussi des obstacles, pas forcément les mêmes, et qu'ils peuvent s'attendre aux mêmes catastrophes. Puis qu'on leur a fait croire que celles-ci étaient une fatalité, alors qu'il s'avère qu'on les doit à une idéologie qu'on a eu tendance à accepter, parce que c'était plus facile que de se battre en se croyant seul de son avis.

Il est un premier effort à la portée de tous : résister, et le faire savoir.

Refuser d'adopter le principe que c'est : "chacun pour soi et que le meilleur gagne !" parce qu'il n'est pas digne d'une société humaine.

Avoir d'abord le courage d'affirmer que la priorité doit aller au respect des Droits de l'Homme, toujours et partout, quels que soient les arguments opposés.

Nier que la compétitivité soit une nécessité et donc refuser que toutes les réformes présentées en son nom puissent passer pour inévitables, et surtout celles qui sont un retour en arrière sur des progrès sociaux.

Il est alors possible de chercher quelles sont les raisons profondes et souvent cachées de ces politiques antisociales, au lieu d'être dupe, d'admettre qu'on n'a pas les moyens de comprendre, ou que c'est inutile parce que tout serait joué d'avance, etc.

Et quand on fait cet effort pour s'informer, on a des raisons d'espérer. Pourvu qu'on soit épris de justice, on trouve alors la force d'agir au sein d'une de ces multiples associations, laïques et démocratiques, et il y en a partout, dont le but s'inscrit, certes, dans le long terme, mais qui luttent pour un monde meilleur, pour le respect des Droits de l'Homme et de son environnement, pour que la solidarité supplante la rivalité et pour qu'enfin l'être prime sur l'avoir. Leurs adhérents, en ne s'appuyant que sur des informations sûres, agissent sans violence, et savent refuser qu'on les regarde faire en les toisant d'un sourire, sous prétexte qu'elles sont dans l'utopie.

Au niveau mondial

Sur le plan mondial, l'espoir peut venir, par exemple, de la création de la Banque du Sud. Éric Toussaint, le président pour la Belgique du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (le CADTM) vient de faire le point sur les démarches qui sont en cours (voir l'encadré "Quelle banque du Sud ?"), et dont les médias ne rendent pas compte, ou très mal. Cette banque est en effet un formidable enjeu, comme le rappelle en encadré une brève analyse de ce livre, car tout peut basculer : soit cette Banque se substitue au Fonds monétaire International et à la Banque mondiale, mais pour aider à ce que le développement des pays du sud se fasse dans le respect des droits des peuples à l'autonomie et à la libre disposition de leurs ressources naturelles, soit c'est la logique de l'impérialisme américain qui l'emporte encore, et lui impose sa loi pour faire prévaloir partout les intérêts des grandes multinationales.

Il est une plus vieille association que le CADTM, celle des Citoyens du Monde, qui pourrait agir à cette échelle mondiale où elle s'est située dès son origine. Nos lecteurs-citoyens du monde savent comment fonctionne le système capitaliste, ils ont donc compris qu'il n'est pas réformable et sont conscients de la nécessité de donner d'autres buts à l'économie, ils ont donc l'occasion de peser, au sein de leur association, en accord avec les démarches du CADTM, pour que tous les peuples du monde puissent disposer de leurs ressources naturelles, et découvrir la démocratie plutôt que la fortune de quelques despotes.

Que tous ceux qui veulent comprendre ce qui se passe dans le monde cessent de croire que Le Monde Diplomatique est un journal destiné aux diplomates. C'est un mensuel dont la lecture demande, certes, plus d'attention que les magazines "people" mis à disposition chez les coiffeurs, mais il est bien plus accessible que les revues politiques en général, et surtout il propose, sur beaucoup de sujets d'actualités, très variés, des réflexions approfondies et bien documentées.

L'association ATTAC, elle aussi, s'est étendue à de nombreux pays, dans le monde entier. À son origine, elle avait bien mis en évidence sa dénonciation de la spéculation financière en parlant de taxe Tobin, et sa volonté d'être un « mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action » constitue un programme auquel on ne peut qu'adhérer. Il reste qu'elle a été le siège de manoeuvres internes inadmissibles, et qu'elle n'ose pas aller plus loin que proposer des réformes pour maintenir le système actuel, elle reste réticente à franchir le pas qui lui permettrait de proposer une véritable alternative à ce qu'elle dénonce pourtant comme étant « la dictature du marché ».

Aux niveaux national et local

À quelles actions peut-on participer localement quand on s'aperçoit que le bulletin de vote, qu'on peut de temps en temps placer dans une urne, n'a pas d'effet ?

On peut, évidemment, décider d'agir au plan purement politique, pour qu'une véritable alternative émerge de la gauche en déliquescence. C'est ce que font les citoyens allemands (car on a bien compris que le problème est partout le même) au sein de die Linke. Il y a aussi des citoyens en France qui parviennent à surmonter leur écoeurement vis à vis des professionnels de la politique dont les ambitions personnelles et les manoeuvres minent toute réunion. Il y a, parmi ces courageux, des distributistes qui, encore à l'occasion de la campagne des municipales, essaient d'approfondir les débats ; voyant qu'il est toujours question de se battre contre tels ou tels effets, ils cherchent à amener la réflexion sur leur cause, à faire des propositions innovantes et non à chercher encore de nouvelles réformes qui seront contournées au sein du système des "prix-salaires-profits".

Il existe, aussi au niveau local, une multitude d'associations où se manifestent de mille façons le refus du système actuel. C'est sûrement grâce à elles que le monde peut évoluer vers plus d'humanité. Il faut absolument y participer. Mais en sachant qu'elles présentent un grand danger : celui qu'elles donnent si bonne conscience qu'on s'y laisse absorber, au point d'oublier qu'agir localement de suffit pas si, en même temps, on omet de penser globalement.

Car il ne faut surtout pas perdre de vue que les problèmes essentiels de notre temps se situent à l'échelle de la planète et qu'ils sont urgents. Que faire quelques achats, quand on peut, dans une entreprise qui se dit de commerce équitable, n'empêche pas que l'exploitation des richesses du Tiers monde par les grandes multinationales continue, à toute allure, ni que les dealers de drogue font fortune en tuant. Qu'échanger quelques heures de travail au sein d'un SEL n'arrête pas les mouvements migratoires des pays dont les ressortissants n'ont plus rien et sont rejetés partout. Qu'utiliser des SOL ne désarme pas les milliers de traders entretenus par un système bancaire devenu tout-puissant, ni ne supprime les paradis fiscaux. Donc participer, oui, le plus possible, à toutes ces manifestations qui rejettent le culte de l'argent, le mépris des autres, les rivalités exacerbées à tous les niveaux, les atteintes à l'environnement, l'exploitation des plus faibles, le pillage des ressources, le creusement du fossé entre riches et pauvres, etc.

Mais sans manquer la moindre occasion de faire comprendre que tout ceci se tient, que toutes ces nuisances résultent d'une même logique, celle selon laquelle chacun doit se débrouiller pour gagner l'argent sans lequel il ne pourrait pas acheter de quoi survivre. Que le plus grave problème de notre époque vient du fait que la production des biens et services utiles s'effectue désormais sans distribuer assez de salaires pour que tout le monde ait de quoi en vivre. Qu'on a déjà assez inventé d'emplois dont la seule finalité est de pousser à la consommation, inciter à n'importe quel achat pourvu qu'il soit lucratif pour certains. Il faut cesser cette escalade, et remettre enfin à plat notre façon de répartir les richesses.

Conclusions personnelles

Voici exactement trente deux ans que Jean-Pierre et moi tenons cette revue à bout de bras. De "toute l'équipe de La Grande Relève", dont parlent encore certains lecteurs dans leur courrier, de tous ceux qui se réunissaient tous les mois en comité de lecture, apportaient des textes rédigés, triaient, parfois réécrivaient des articles venus de militants, il ne reste que nous deux de vivants. L'association pour l'économie distributive (AED), dont la vocation était de diffuser la réflexion sur l'économie distributive, en particulier par la Grande Relève, s'est évanouie avec la disparition de son président Michel Chérance, parti sans laisser d'adresse. Alors nous avons maintenu le journal à deux, nous avons assumé sa rédaction avec les envois que nous recevions de collaborateurs bénévoles, sans les rencontrer, nous avons réalisé seuls, tant bien que mal, la documentation complémentaire, les tris d'informations, les lectures, les numérisations de textes, les réécritures nécessaires, et j'ai fait complètement, chaque mois, depuis des années, toute la mise en pages.

Or il y a un an, sous le titre Mais où va l'argent ?, j'ai publié un livre qui a intéressé un plus large public que le cercle des distributistes. Il a fait découvrir à beaucoup de lecteurs non seulement la façon dont fonctionne notre monnaie de dette, mais aussi comment le système bancaire a évolué au cours de l'Histoire, de telle façon que c'est aujourd'hui, non pas les gouvernements, mais à des institutions qui n'ont que leur propre intérêt pour unique critère, qui détiennent l'immense pouvoir de décider des investissements, c'est-à-dire de faire les choix économiques qui déterminent l'avenir du monde. Ne serait-ce que pour les nombreuses questions qu'il soulève, outre des propositions inédites, ce livre me vaut des invitations à me déplacer pour faire des exposés et animer des débats. Par exemple, en ce mois de mars qui commence, je suis invitée le 6 à Nantes par la compagnie de la Tribouille, le 15, à Paris, par Les Périphériques vous parlent, le 16 je dois être au Salon National du Livre pour une heure de signatures, entre 16 et 17 heures, le 21 je dois être à Montreuil car le comité scientifique national d'Attac a fini par former un groupe de travail sur la monnaie et enfin j'espère pouvoir participer le 30 à Paris à l'Assemblée des Citoyens du monde, qui m'a récemment élue. Début avril, je suis invitée le 4 à Livron, le 8 par Attac 78, et le 10 par "Le temps des cerises" à Clermont-Ferrand. En plus de ces activités, je me suis engagée dans deux propositions concernant l'oeuvre de mon père, la réédition d'un de ses livres, pour laquelle je dois rédiger un prologue, et un travail de plus longue haleine sur l'ensemble de son oeuvre, que projette un journaliste alsacien. Il m'a été suggéré aussi d'envisager une réédition remise à jour, des Affranchis, et j'aimerais bien pouvoir le faire pour montrer ce que peut être le contrat civique. Il va de soi que je ne demande pas mieux que de participer à ces diverses manifestations, tant que j'en ai la force, car elles sont bon signe, elles prouvent que les questions sur lesquelles nous voulons attirer l'attention du public sont enfin considérées comme étant d'actualité.

La relève de la Grande Relève

Mais cela signifie aussi qu'il est évident que Jean-Pierre et moi allons devoir cesser d'assurer la publication mensuelle de la revue. Bien entendu, nous n'allons pas cesser de nous documenter et de rédiger quelques réflexions. Et nous savons que nous pouvons compter sur Yohann, notre dévoué webmaster, il a assuré la mise à jour du site internet (economiedistributive.free.fr) alors même qu'il était parti pendant un an au Canada, et il l'assure avec toujours autant de compétence depuis qu'il est père de famille et qu'il vit en province.

Il y a donc, que nos lecteurs se rassurent, au moins deux possibilités.

Soit à nous trois, nous nous contentons de maintenir le site sur internet : nous l'alimentons le plus souvent possible, en continuant à suivre l'actualité et à la commenter, nous y transmettons les informations sur l'activité des distributistes et les réflexions qui nous parviennent. L'avantage est que cette forme de publication, en nous allégeant de tous les problèmes matériels liés à l'impression et aux envois postaux, serait gratuite, comme l'est déjà la consultation de notre site. Son inconvénient est qu'elle restreint l'accès aux seuls internautes.

Or il y a des distributistes qui tiennent tellement à ce que la publication se poursuive sous la forme papier, qu'ils se sont déclarés décidés à s'organiser pour la poursuivre. Ils estiment qu'une des plus anciennes publications de France, et qui est une exception parce qu'elle vit sans publicité, avec le seul soutien que lui apportent régulièrement ses fidèles lecteurs, vaut la peine qu'ils rassemblent leurs efforts, même s'ils sont dispersés. Nous avons la chance de pouvoir compter sur Roger Winterhalter, qui dirige la Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse : il espère trouver assez de renfort autour de lui, il a déjà en vue un sociologue, un journaliste et d'autres bonnes volontés, « pour prendre la relève ».

Mais pour cela il faut, maintenant, l'aider. Pour cela, nous espérons bien que tous les bénévoles qui nous envoyaient déjà leurs articles, plus ou moins régulièrement, accepteront tout simplement, de changer l'adresse de leur courrier : merci donc à Gérard-Henri Brissé, Paul Vincent, Henri Müller, Caroline Eckert, Jean Mathieu, Philippe Robichon, Jacques Hamon, Roland Poquet, Christian Guinchard, Isabelle Pivert, Gérard Lecha, Yves Pitchen, Jean-François Amary, Paul Vila, Suzanne et Bernard Ballet, Ernest Barreau, Éric Goujot, Claude Robin, Franz Vasseur, Bernard Vaudour-Faguet, Pierre Bellenger, Yves Gourbeault, ceux qui ont pris pour pseudonymes François Châtel et Michelec, et bien d'autres d'autres encore, de ne pas manquer d'alimenter la réflexion dans ces colonnes : leurs témoignages reflètent la grande diversité de nos lecteurs.

Mais il faudrait du même coup que cette relève soit l'occasion d'un renouveau. Et que se mobilisent pour elle tous ces militants distributistes qui font plus qu'écrire de temps en temps, parce qu'ils s'activent dans leur région : nous comptons donc sur Serge, Azzédine et Les Sans Cartes de Gauche de Vaulx-en-Velin, sur Caroline, Jean-Louis, Sébastien à Strasbourg, sur Marc et le collectif Pour une alternative à Gauche dans la région de Bordeaux, sur La Lanterne dans le Nord, sur Jacques en Bretagne, sur Raoul en Charente, sur Yves dans l'île Maurice.

Et sur tous ceux que ces militants ont ainsi amenés à débattre de nos propositions pour construire ensemble une société dont l'objectif soit l'humain et non plus l'argent, la solidarité et non plus cette rivalité à tous les niveaux qui pourrait notre monde.

Post-scriptum :

L'avenir de la Relève dépend donc de nos abonnés, des anciens les plus fidèles jusqu'aux plus récents, qui ont moins l'habitude d'écrire. Que ceux qui sont prêts à se contenter du site sur internet, par exemple parce qu'ils préfèrent lire sur écran plutôt que sur un journal, nous le disent explicitement.

Et que se manifestent, au cours de ce mois de mars, tous ceux qui tiennent à l'avenir de cette revue sous sa forme actuelle (qui pourra être plus élégante si elle est faite par un professionnel), pare qu'ils veulent la faire lire autour d'eux, ou en garder la collection, ou pouvoir revenir facilement

Sales temps

sur tel ou tel sujet, ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas accès à internet. Nous espérons qu'ils seront nombreux à faire preuve de leur volonté sous la forme d'une proposition d'engagement pour permettre à Roger de savoir clairement sur qui et sur quoi il peut compter.

Ceci nous permettra de faire le point avec lui, et d'annoncer dans le prochain numéro, probablement le dernier sous notre responsabilité, quelles sont ses décisions.